



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 13 mai 2020

Journée mondiale de lutte contre les LGBTphobies : la crise sanitaire actuelle augmente considérablement les violences intrafamiliales LGBTphobes

Dans le contexte actuel de crise sanitaire qui contraint de nombreuses personnes (notamment des jeunes âgées de moins de 25 ans) à rester confinées et/ou à rentrer au sein d'une famille exerçant des violences LGBTphobes, le Planning Familial condamne ses violences et discriminations qui sont punies par la loi. Nous rappelons que Le Planning Familial est aussi un lieu ressource qui accueille, écoute, soutient et oriente les personnes LGBTQI+

Le cercle familial : espace où s'exercent aussi des violences

Loin des représentations idéalistes visant à placer la famille comme un cadre bienveillant et protecteur, le cercle familial est un reflet de la société dans son ensemble en matière de construction des violences sexistes et sexuelles.

Chaque année dans son [rapport annuel](#), SOS homophobie s'attache à rendre visible par le biais de divers témoignages différentes formes de violences LGBTphobes qui s'exercent dans l'intimité de la famille et auxquelles sont principalement confrontées les plus jeunes. Ces publications permettent de mettre au jour, documenter et mesurer l'ampleur de ces violences difficilement quantifiables et révéler des données édifiantes telles que "80% des personnes interrogées par SOS homophobie en 2018 ont fait l'objet de rejet de la part de leur famille."

En plus de creuser les inégalités sociales, renforcer la précarité, l'état d'urgence sanitaire que nous traversons a des conséquences néfastes sur la santé mentale et la sécurité des personnes les plus vulnérables comme les jeunes LGBTQI+. Par manque de dispositif adapté, nombreux.ses sont ceux et celles qui ont été contraint.e.s de retourner au sein d'une famille où s'exercent des violences.

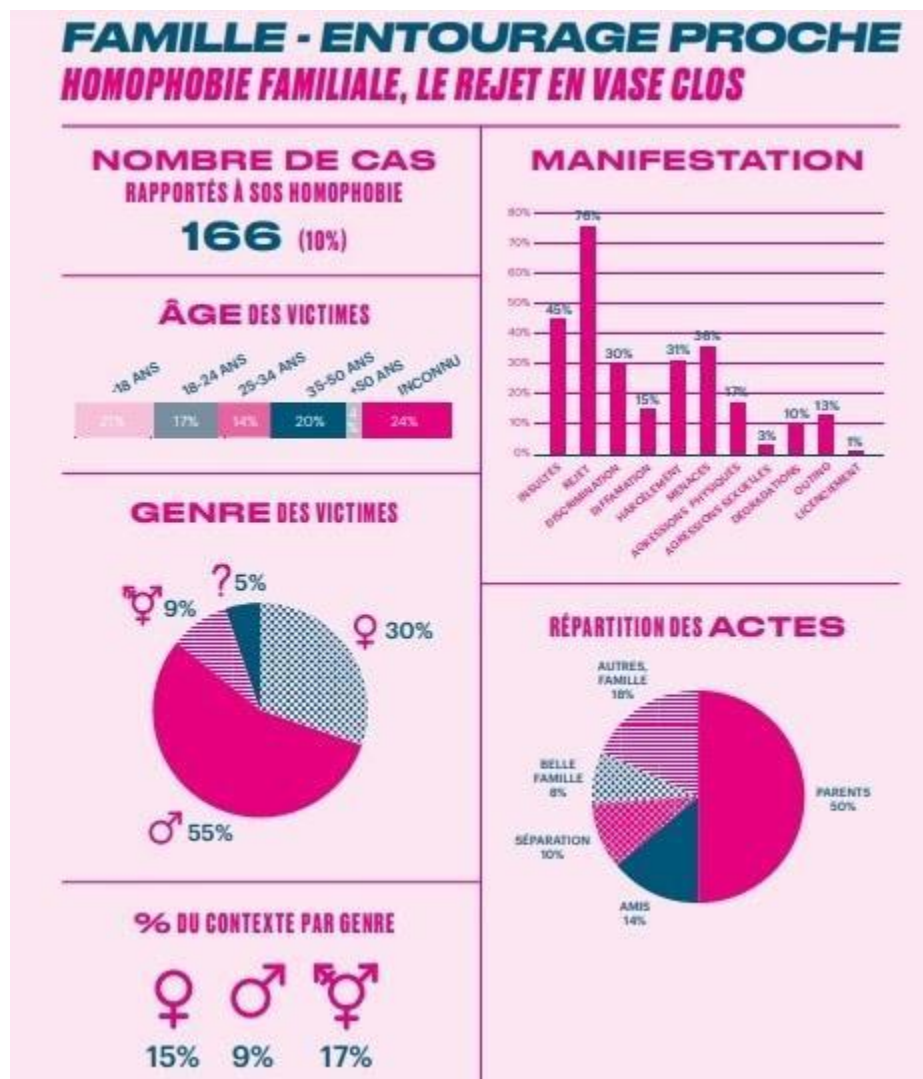
Il est crucial de donner accès aux personnes LGBTQI+ à des lieux ressources d'accueil et d'écoute dans cette période de déconfinement. Ces lieux et ces associations doivent être reconnus comme des espaces prioritaires et ainsi donner accès aux professionnel.les comme aux personnes accueillies à des matériels de protection leur permettant de respecter les mesures de sécurité sanitaire. L'accompagnement en présentiel doit s'ajouter aux plateformes d'écoute téléphonique et de tchat en cette période de déconfinement pour assurer une prise en charge adaptée à chaque personne.

Etre jeune, fille et LGBTQI+ expose davantage aux violences intrafamiliales

D'après un [rapport du Défenseur des droits](#), sur le plan des violences physiques par exemple, les filles lesbiennes et bisexuelles (19,4% et 21,7%) et les garçons gays et bisexuels (11,9% et 8,8%) sont plus souvent

victimes de brutalités physiques que les filles et les garçons hétérosexuels (6%). Ils subissent également plus souvent des mises à la porte, séquestrations et tentatives de meurtre¹. Avec la crise sanitaire qui impose la réduction des déplacements, l'un des enjeux majeurs pour les associations de lutte pour les droits humains et de maintenir le lien social et parvenir à rompre l'isolement des personnes victimes de violences.

Le « plan d'urgence pour les jeunes LGBT »²[2] annoncé le 24 avril dernier par Marlène Schiappa, secrétaire d'Etat à l'Egalité femmes-hommes et à la lutte contre les discriminations est une première étape salutaire. Mais comme le soulignent plus de 70 député.e.s soutenus par l'inter LGBT dans [un courrier daté du 6 mai](#) ce plan d'urgence demande encore des « éclaircissements » sur le « pilotage opérationnel de ce plan pour accompagner sa mise en œuvre dans les territoires. »



Passé de 149 à 166 entre 2017 et 2018, le nombre de situations concernant la famille et l'entourage proche est en hausse. Ces faits représentent, comme en 2017, 10 % des cas recueillis par SOS homophobie. Dans 68 % de ces cas, la famille est à l'origine des faits LGBTphobes dénoncés. Si l'on inclut la belle-famille, cette proportion atteint 76 %. Il est à noter que les moins de 24 ans totalisent plus d'un tiers des témoignages (38 %), tendance récurrente au fil des ans.

¹ Selon la publication du 24 avril 2020 du [Défenseur des droits](#) qui s'appuie sur les résultats de l'enquête « [Violences et rapports de genre](#) » de l'Ined menée en 2015

² La secrétaire d'Etat à l'Egalité entre les femmes et les hommes a indiqué avoir « débloqué 300 000 euros afin de financer 6 000 nuitées d'hôtel pendant le confinement » pour « permettre aux jeunes confrontés à la violence homophobe d'être protégés ».



Des espaces « safes » à maintenir et à soutenir encore plus en temps de crise

En tant qu'association féministe et inclusive, le Planning Familial accueille toutes les personnes de manière inconditionnelle. Les personnes LGBTQI+ sont les bienvenues au Planning familial. Par le biais de la plateforme téléphonique nationale « Sexualités, contraception, IVG » 0800 08 11 11 ou dans le cadre de permanences physiques au sein de ses associations départementales, le Planning familial accueille, écoute, soutient, accompagne et oriente toutes les personnes qui le souhaitent. Libérer la parole, lorsqu'on est prêt.e à le faire, contribue à sortir les violences de la sphère privée et en fait une question sociale et politique.

En cette 17^e journée internationale de lutte contre les LGBTphobies, le Planning familial salue le travail de terrain des associations communautaires qui malgré des moyens limités mènent des actions de prévention, recensements et signalements des actes LGBTphobes ainsi que leur suivi juridique dans certains cas... qui permettent de documenter et rendre visibles toutes les formes de violences subies quotidiennement par les personnes LGBTQI+.

C'est un travail fondamental sur lequel les pouvoirs publics doivent impérativement se baser pour définir et déployer avec des moyens financiers à la hauteur, en coopération avec les acteurs de terrain, de réelles politiques publiques qui garantissent le respect des droits humains et la protection des personnes LGBTQI+.

Pour aller plus loin, voici quelques ressources utiles répertoriées par la ville de Paris à destination des personnes LGBTQI+ victimes de violences et discriminations : <https://www.paris.fr/pages/covid-19-les-ressources-pour-les-personnes-lgbtqi-victimes-de-violences-et-discriminations-7767>

Contact presse : Lydie Porée - 06 87 16 36 68